

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Saint-Joseph-de-Beauce pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
Catherine Allaire

Date
1.1 7 avril 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	42
Analyse des charges	54

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A122600
Saint-Joseph-de-Beauce, le 7 avril 2026

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	8 696 750	9 073 558	8 394 703
Compensations tenant lieu de taxes	2	386 700	355 361	319 892
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 093 935	2 973 507	6 833 467
Services rendus	5	2 877 650	3 121 646	3 435 409
Imposition de droits	6	159 250	289 239	247 110
Amendes et pénalités	7	33 000	61 561	53 813
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	106 650	227 590	197 212
Autres revenus	10		1 277 413	1 720 393
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 353 935	17 379 875	21 201 999
Charges				
Administration générale	14	1 501 800	1 778 228	1 554 584
Sécurité publique	15	1 344 550	1 668 915	1 461 081
Transport	16	1 929 150	3 178 229	2 685 300
Hygiène du milieu	17	3 450 450	4 899 142	5 384 733
Santé et bien-être	18	55 000	43 796	75 090
Aménagement, urbanisme et développement	19	333 100	339 402	408 680
Loisirs et culture	20	2 099 850	2 894 976	2 290 704
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 329 950	1 343 732	1 146 056
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	12 043 850	16 146 420	15 006 228
Excédent (déficit) lié aux activités	25	6 310 085	1 233 455	6 195 771
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		61 627 561	55 431 790
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		61 627 561	55 431 790
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		62 861 016	61 627 561

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 903 490	2 412 456
Débiteurs (note 5)	2	14 462 623	20 564 964
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	73 213	68 032
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		34 918
	8	19 439 326	23 080 370
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		2 500 001
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 212 778	1 974 786
Revenus reportés (note 11)	12	388 455	450 337
Dette à long terme (note 12)	13	37 248 588	37 594 003
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	244 076	156 641
Autres passifs (note 14)	15		
	16	39 093 897	42 675 768
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 654 571)	(19 595 398)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	81 627 157	80 303 240
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	542 628	548 442
Stocks de fournitures	20	160 728	172 064
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	185 074	199 213
	23	82 515 587	81 222 959
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	62 861 016	61 627 561
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	62 861 016	61 627 561
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	62 861 016	61 627 561
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 310 085	1 233 455	6 195 771
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	6 870 050)(	4 709 964)(	11 490 718)
Produit de cession	3			95 923
Amortissement	4		3 386 046	3 150 884
(Gain) perte sur cession	5			(61 163)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(6 870 050)	(1 323 918)	(8 305 074)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		5 815	104 022
Variation des stocks de fournitures	10		11 336	(6 573)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		14 139	(45 027)
	13		31 290	52 422
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(559 965)	(59 173)	(2 056 881)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(19 595 398)	(17 538 517)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(19 595 398)	(17 538 517)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(19 654 571)	(19 595 398)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 233 455	6 195 771
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 386 046	3 150 884
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Réduction de valeur / Reclassement	4.1	1 870	9 771
▪ Gain sur cession	4.2		(61 163)
	5	4 621 371	9 295 263
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	6 102 341	(4 478 440)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(286 355)	(347 950)
Revenus reportés	9	(61 882)	(16 801)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	87 435	29 451
Propriétés destinées à la revente	11	40 732	94 542
Stocks de fournitures	12	11 341	(6 573)
Autres actifs non financiers	13	14 139	(45 027)
	14	10 529 122	4 524 465
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(5 185 621)	(12 814 439)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		95 923
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(5 185 621)	(12 718 516)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(15 556)	(15 556)
Remboursement ou cession	21	8 505	50 232
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(7 051)	34 676
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 763 400	16 997 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(4 199 300)	(9 372 900)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(2 500 001)	1 925 001
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	90 485	(85 543)
Autres			
▪	29.1		
	30	(2 845 416)	9 463 558
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 491 034	1 304 183
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	2 412 456	1 108 273
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	2 412 456	1 108 273
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	4 903 490	2 412 456

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les «normes comptables»).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou que la démolition du bâtiment sera autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir de services futurs.

Immobilisations corporelles

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 10 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations définies

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations définies, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations définies du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value, s'il y a lieu, dans le cas d'un actif. Pour l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

Mesure d'allègement fiscal transitoire :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2025, la Ville a adopté les recommandations du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la Ville pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2022 mais la Ville n'avait pas adopté ces nouvelles exigences à cette date. La Ville a fait le choix, au 31 décembre 2025, d'une application rétroactive modifiée pour l'adoption de ces nouvelles exigences.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	782 597	1 904 444
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	4 120 893	508 012
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 903 490	2 412 456
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ())
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 903 490	2 412 456
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 903 490	2 412 456
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 804 080	7 250 900

Note

Les placements à court terme portent intérêt à un taux de 2,25 % et sont rachetables en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents affectés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 242 456 \$ (917 637 \$ en 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 228 602 \$ (196 810 \$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	337 931	333 723
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	12 173 245	18 993 570
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 216 350	61 238
Organismes municipaux	13	15 668	384 533
Autres			
▪ Autres	14.1	719 429	791 900
	15	14 462 623	20 564 964
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	10 163 900	10 769 645
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	10 163 900	10 769 645
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	1 571 615	1 113 225
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	9 379 878	16 625 222
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	681 639	601 567
Ministère de la Culture et des Communications	26	501 100	552 400
Autres ministères/organismes	27	39 013	101 156
	28	12 173 245	18 993 570

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,34 % à 4,1 % (1,34 % à 4,1 % au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2042

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 1 156 176 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,34 % à 4,72 % (1,34 % à 4,72 % au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	73 213	68 032
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	73 213	68 032
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les placements de portefeuille à titre d'investissement sont composés de participations dans les fonds de garantie.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		34 918
Autres			
▪	42.1		
	43		34 918

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 9 857 500 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %; 5,45% en 2024) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes et d'investissement de la Ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	481 785	664 117
Salaires et avantages sociaux	45	121 532	108 545
Dépôts et retenues de garantie	46	275 830	879 284
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts sur la dette long terme	48.1	333 631	322 840
	49	1 212 778	1 974 786

Note

Les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie incluent un montant de 324 302 \$, (799 959 \$ au 31 décembre 2024) relatif à des acquisitions d'immobilisations corporelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	26 035	28 587
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Autres	55.1		17 422
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	122 557	150 254
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	239 863	254 074
	63	388 455	450 337

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,21	4,53	2026	2030	64	37 437 400	37 873 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	37 437 400	37 873 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(188 812)	(279 297)
					72	37 248 588	37 594 003

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73	1 874 600			1 874 600
2027	74	14 853 200			14 853 200
2028	75	3 454 300			3 454 300
2029	76	14 212 200			14 212 200
2030	77	3 043 100			3 043 100
2031 et plus	78				
	79	37 437 400			37 437 400
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	37 437 400			37 437 400

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (244 076)	(156 641)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (244 076)	(156 641)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 218 672	163 958
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90 218 672	163 958

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	23 437 021	1 391 556		24 828 577
Eaux usées	102	17 104 853	4 576 744		21 681 597
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	27 656 397	3 971 074		31 627 471
Autres					
▪ Autres	104.1	2 707 319	121 177		2 828 496
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	27 911 809	593 804		28 505 613
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108				
Ameublement et équipement de bureau	109	1 080 832	63 488		1 144 320
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 258 004	1 166 209		7 424 213
Terrains	111	424 907			424 907
Autres	112	21 584		21 584	
	113	106 602 726	11 884 052	21 584	118 465 194
Immobilisations en cours	114	11 170 802	(7 174 088)		3 996 714
	115	117 773 528	4 709 964	21 584	122 461 908
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	8 240 572	621 631		8 862 203
Eaux usées	117	5 652 677	541 844		6 194 521
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	10 555 988	868 503		11 424 491
Autres					
▪ Autres	119.1	1 144 300	132 680		1 276 980
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	7 170 209	715 915		7 886 124
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123				
Ameublement et équipement de bureau	124	737 650	63 486		801 136
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 945 154	444 142		4 389 296
Autres	126	23 738	(2 155)	21 583	
	127	37 470 288	3 386 046	21 583	40 834 751
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	80 303 240			81 627 157
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	542 628	583 360
	135	542 628	583 360
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		34 918
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	542 628	548 442

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	185 074	199 213
Autres			
▪	144.1		
	145	185 074	199 213

Note**19. Obligations contractuelles****Office municipal d'habitation de la Ville**

L'Office municipal d'habitation Beauce-Etchemins, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit pour l'ensemble immobilier se situant sur son territoire.

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Beauce-Centre. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 0 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs (excluant les taxes à la consommation à recevoir) et des prêts. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important, puisque ceux-ci jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs (excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada) et des prêts et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2025 et 2024. Toutefois, les actifs financiers en souffrance non dépréciés au 31 décembre se détaillent comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	325 314	519 526
Entre un an et deux ans	17 207	516 428
Entre deux et trois ans	0	0
Plus de trois ans	0	0
Total	342 521	1 035 954

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) aurait donné lieu à une augmentation ou une diminution de l'excédent (du déficit) de l'exercice d'environ 284 000 \$ (environ 245 000 \$ au 31 décembre 2024). Cette variation n'aurait toutefois pas d'incidence significative sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	1 212 778		
Dettes à long terme	3 130 043	20 169 730	17 835 462
Total	4 342 821	20 169 730	17 835 462

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 750 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	8 696 750	9 073 558		9 073 558	8 394 703
Compensations tenant lieu de taxes	2	386 700	355 361		355 361	319 892
Quotes-parts	3					
Transferts	4	958 900	1 029 424		1 029 424	918 570
Services rendus	5	2 877 650	3 121 646		3 121 646	3 435 409
Imposition de droits	6	159 250	289 239		289 239	247 110
Amendes et pénalités	7	33 000	61 561		61 561	53 813
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	106 650	227 590		227 590	197 212
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11		1 112 413		1 112 413	1 738 695
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	13 218 900	15 270 792		15 270 792	15 305 404
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	5 135 035	1 944 083		1 944 083	5 914 897
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19		165 000		165 000	(18 302)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	5 135 035	2 109 083		2 109 083	5 896 595
	23	18 353 935	17 379 875		17 379 875	21 201 999

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus	24	18 353 935	17 379 875			17 379 875	21 201 999
Charges							
Administration générale	25	1 501 800	1 631 519	146 709		1 778 228	1 554 584
Sécurité publique	26	1 344 550	1 450 664	218 251		1 668 915	1 461 081
Transport	27	1 929 150	2 047 426	1 130 803		3 178 229	2 685 300
Hygiène du milieu	28	3 450 450	3 690 769	1 208 373		4 899 142	5 384 733
Santé et bien-être	29	55 000	43 796			43 796	75 090
Aménagement, urbanisme et développement	30	333 100	329 295	10 107		339 402	408 680
Loisirs et culture	31	2 099 850	2 223 173	671 803		2 894 976	2 290 704
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 329 950	1 343 732			1 343 732	1 146 056
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35		3 386 046 (	3 386 046)			
	36	12 043 850	16 146 420			16 146 420	15 006 228
Excédent (déficit) lié aux activités	37	6 310 085	1 233 455			1 233 455	6 195 771

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 310 085	1 233 455	6 195 771
Moins : revenus d'investissement	2 (	5 135 035)(	2 109 083)(	5 896 595)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 175 050	(875 628)	299 176
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		3 386 046	3 150 884
Produit de cession	5			95 923
(Gain) perte sur cession	6			(61 163)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		3 386 046	3 185 644
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		40 732	94 541
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		40 732	94 541
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		8 505	50 232
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		1 869	9 771
	15		10 374	60 003
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			104 016
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 223 850)(	1 789 475)(	1 532 962)
	18	(1 223 850)	(1 789 475)	(1 428 946)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	27 368)(	1 543 993)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		74 911	160 367
Excédent de fonctionnement affecté	21	75 450	(479 089)	625 285
Réserves financières et fonds réservés	22	(26 650)	18 677	64 493
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(46 627)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	48 800	(412 869)	(740 475)
	26	(1 175 050)	1 234 808	1 170 767
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		359 180	1 469 943

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 109 083	5 896 595
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	143 170)(	1 672 226)
Sécurité publique	3 (	136 237)(	808 051)
Transport	4 (	2 158 741)(	5 100 011)
Hygiène du milieu	5 (	1 737 103)(	3 754 360)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	534 713)(	156 070)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	4 709 964)(	11 490 718)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	15 556)(	15 556)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 959 320	9 642 084
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	27 368	1 543 993
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	145 817	17 236
Excédent de fonctionnement affecté	17	636 214	206 694
Réserves financières et fonds réservés	18	173 039	45 797
	19	982 438	1 813 720
	20	(1 783 762)	(50 470)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	325 321	5 846 125

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 349 100	3 379 397	2 976 563
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	634 700	718 800	590 342
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	5 364 500	5 908 078	5 880 566
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 325 550	1 053 837	836 177
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		284 239	305 690
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	4 400	5 656	4 189
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	989 900	989 910	797 668
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	318 300	360 503	396 168
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		3 386 046	3 150 884
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	57 400	59 954	67 981
	22	12 043 850	16 146 420	15 006 228

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 033 199	1 915 635
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 129 872	3 508 574
Réserves financières et fonds réservés	3	1 475 115	2 052 387
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(100 822)	(104 016)
Financement des investissements en cours	5	253 333	299 988
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	55 070 319	53 954 993
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	62 861 016	61 627 561
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 033 199	1 915 635
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 033 199	1 915 635
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Divers éléments	12.1	5 129 872	3 508 574
	13	5 129 872	3 508 574
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	5 129 872	3 508 574

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Eau potable	18.1	50 315
▪ Piste cyclable	18.2	210 605
▪ Centre multifonctionnel	18.3	174 951
	19	50 315
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	469 109
Organismes contrôlés et partenariats	24	580 495
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	945 401
Organismes contrôlés et partenariats	26	1 001 021
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	10 290
Autres		35 000
▪	32.1	
	33	1 424 800
	34	1 475 115
		2 052 387

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres		
▪ Autres	54.1 (	100 822)(
	55 (	100 822)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	100 822)(
		104 016)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 620 040	623 507
Investissements à financer	64 (366 707)(	323 519)
	65 253 333	299 988
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 81 627 157	80 303 240
Propriétés destinées à la revente	67 542 628	583 360
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 73 213	68 032
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 82 242 998	80 954 632
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 82 242 998	80 954 632
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (37 248 588)(	37 594 003)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (188 812)(	279 297)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 10 163 900	10 769 645
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 100 821	104 016
	79 (27 172 679)(	26 999 639)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (27 172 679)(	26 999 639)
	82 55 070 319	53 954 993

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

À compter du 1er janvier 2018, la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce parraine un régime de retraite à prestations déterminées, le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce. Le régime de retraite à prestations déterminées est offert à l'ensemble des salariés cadres, cols bleus et cols blancs et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'année de service et sur le salaire gagné à chaque année par les cadres, les cols bleus et les cols blancs. La dernière évaluation actuarielle complète remonte au 31 décembre 2023.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (156 641)	(127 190)
Charge de l'exercice	4 (218 672)(	163 958)
Cotisations versées par l'employeur	5 131 237	134 507
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (244 076)	(156 641)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 1 764 278	1 414 924
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (2 010 236)(	1 573 186)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (245 958)	(158 262)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 882	1 621
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (244 076)	(156 641)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (244 076)	(156 641)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 1 764 278	1 414 924
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (2 010 236)(	1 573 186)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (245 958)(	158 262)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 340 793	292 072
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 340 793	292 072
Cotisations salariales des employés	21 (131 237)(	134 507)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 209 556	157 565
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (261)	(261)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 209 295	157 304
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 80 668	62 124
Rendement espéré des actifs	32 (71 291)(	55 470)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 9 377	6 654
Charge de l'exercice	34 218 672	163 958
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 177 492	158 487
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (71 291)(	55 470)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 106 201	103 017
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (106 201)	(103 017)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 52 395	44 891
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 293 592	146 120
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 20	21
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 20	21
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 4,75 %	4,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 4,75 %	4,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
S.O.			
		2025	2024
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM			
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Réalizations 2025	Réalizations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	4 729 447	4 527 075
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	1 825 193	1 541 972
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	381 256	302 555
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	6 935 896	6 371 602
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	696 247	674 420
Égout	13	565 016	547 517
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	701 811	626 999
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16		
Autres			
▪ Fosses septiques	17.1		
▪ Autres	17.2	144 718	147 258
Centres d'urgence 9-1-1	18	29 870	26 907
Service de la dette	19		
Pouvoir général de taxation	20		
Activités de fonctionnement	21		
Activités d'investissement	22		
	23	2 137 662	2 023 101
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	24		
Autres	25		
	26		
	27	2 137 662	2 023 101
	28	9 073 558	8 394 703

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2025	Réalisations 2024
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	42 450	43 765
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	308 853	272 206
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35		
	36	351 303	315 971
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	37	4 058	3 921
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40	4 058	3 921
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
	43		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44		
Autres	45		
	46		
	47	355 361	319 892

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	48	
Sécurité publique		
Police	49	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	50	
Autres	51	32 864
Sécurité civile	52	
Autres	53	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	54	37 914
Enlèvement de la neige	55	
Autres	56	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	57	
Transport adapté	58	
Transport scolaire	59	
Autres	60	
Transport aérien	61	
Transport par eau	62	
Autres	63	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	
Réseau de distribution de l'eau potable	65	138 689
Traitement des eaux usées	66	
Réseaux d'égout	67	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	68	70 232
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	69	
Tri et conditionnement	70	
Autres	71	
Autres	72	
Cours d'eau	73	
Protection de l'environnement	74	
Autres	75	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	76	
Autres	77	
Sécurité du revenu	78	
Autres	79	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	80	
Rénovation urbaine	81	
Promotion et développement économique	82	
Autres	83	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	84	91 708
Activités culturelles		
Bibliothèques	85	
Autres	86	24 610
Réseau d'électricité	87	26 377
	88	396 017
		505 013

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89	76 800	1 032 000
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	784 626	2 619 702
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	284 786	1 518 716
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108	792 814	676 660
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		43 302
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	117	
Autres	118	
Sécurité du revenu		
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage		
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	5 057
Activités culturelles		24 517
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité		
	127	
	128	
	129	
	1 944 083	5 914 897

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131	237 062	138 081
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	396 345	254 973
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138		
Autres	139		20 503
	140	633 407	413 557
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 973 507	6 833 467

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		30
	145		30
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	147		
Autres	148	187 893	124 677
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	187 893	124 677
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152	67 456	33 889
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157	67 456	33 889
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160	126 394	564 131
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169	1 495 695	1 502 614
	170	1 622 089	2 066 745

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		
	174		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178		
	179		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180	25 000	75 342
Activités culturelles			
Bibliothèques	181	6 139	7 965
Autres	182	52 285	51 462
	183	83 424	134 769
Réseau d'électricité			
	184		
	185	1 960 862	2 360 110

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	186		
Évaluation	187		
Autres	188	38 557	38 358
	189	38 557	38 358
Sécurité publique			
Police	190		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	191		
Autres	192		
Sécurité civile	193	7 118	9 622
Autres	194		
	195	7 118	9 622
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	196		
Enlèvement de la neige	197	96 793	28 141
Autres	198		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	199		
Transport adapté	200		
Transport scolaire	201		
Autres	202		
Autres	203	22 147	20 270
	204	118 940	48 411
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205		
Réseau de distribution de l'eau potable	206		
Traitement des eaux usées	207		
Réseaux d'égout	208	40 453	15 286
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	209		
Matières recyclables	210	619	471
Autres	211	6 939	13 153
Cours d'eau	212		
Protection de l'environnement	213		
Autres	214		
	215	48 011	28 910

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	216		
Autres	217		
Sécurité du revenu	218		
Autres	219		
	220		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	221		1 375
Rénovation urbaine	222		
Promotion et développement économique	223		
Autres	224	6 500	6 250
	225	6 500	7 625
Loisirs et culture			
Activités récréatives	226	790 858	802 595
Activités culturelles			
Bibliothèques	227		
Autres	228	150 800	139 778
	229	941 658	942 373
Réseau d'électricité			
	230		
	231	1 160 784	1 075 299
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	3 121 646	3 435 409

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	233	21 243	19 033
Droits de mutation immobilière	234	240 299	202 511
Droits sur les carrières et sablières	235	27 697	25 566
Autres	236		
	237	289 239	247 110
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	238	61 561	53 813
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	239		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	240	227 590	197 212
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		61 163
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	1 088 411	1 658 201
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		
Contributions des promoteurs	245		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246		
Contributions des organismes municipaux	247		
Autres contributions			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		
Autres	249	189 002	1 029
Redevances réglementaires	250		
Autres	251		
	252	1 277 413	1 720 393
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	253		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	218 391		218 391	209 820
Greffé et application de la loi	2	247 994		247 994	190 410
Gestion financière et administrative	3	826 011	146 709	972 720	783 695
Évaluation	4	137 491		137 491	126 009
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Autres	6.1	201 632		201 632	244 650
	7	1 631 519	146 709	1 778 228	1 554 584
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	694 798		694 798	624 398
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	715 897	218 251	934 148	814 705
Sécurité civile	11	11 508		11 508	7 161
Autres	12	28 461		28 461	14 817
	13	1 450 664	218 251	1 668 915	1 461 081
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 098 226	1 051 726	2 149 952	1 975 076
Enlèvement de la neige	15	818 863	79 077	897 940	591 327
Éclairage des rues	16	26 458		26 458	26 358
Circulation et stationnement	17	73 665		73 665	72 003
Transport collectif					
Transport en commun	18	30 214		30 214	20 536
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	2 047 426	1 130 803	3 178 229	2 685 300

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	361 432	361 432	241 149
Réseau de distribution de l'eau potable	24	510 993	621 631	1 058 453
Traitement des eaux usées	25	1 613 639	571 184	2 988 455
Réseaux d'égout	26	249 157	15 558	233 766
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	247 884	247 884	196 232
Élimination	28	250 865	250 865	248 665
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	164 159	164 159	149 848
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31	221 622	221 622	186 926
Traitement	32	12 201	12 201	11 852
Matériaux secs				
Autres	34			
Plan de gestion				
Autres	36			
Cours d'eau	37	23 072	23 072	13 154
Protection de l'environnement				
Autres	39	35 745	35 745	56 233
	40	3 690 769	1 208 373	4 899 142
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	43 796	43 796	75 090
Autres	42			
Sécurité du revenu				
Autres	44			
	45	43 796	43 796	75 090

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Réalizations 2025			Réalizations 2024	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	312 783	10 107	322 890	371 792
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	16 512		16 512	36 888
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52				
	53	329 295	10 107	339 402	408 680
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54				
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 016 142		1 016 142	979 768
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57	668 537	491 474	1 160 011	626 889
Parcs régionaux	58	35 854		35 854	40 173
Expositions et foires	59				
Autres	60	142 888		142 888	146 379
	61	1 863 421	491 474	2 354 895	1 793 209
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	127 494	180 329	307 823	259 914
Bibliothèques	63	81 686		81 686	68 078
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64	150 572		150 572	169 503
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67	359 752	180 329	540 081	497 495
	68	2 223 173	671 803	2 894 976	2 290 704

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	1 247 591		1 247 591	1 054 908
Autres frais	71	90 485		90 485	86 959
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				6 654
Autres	73	5 656		5 656	(2 465)
	74	1 343 732		1 343 732	1 146 056
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	3 386 046 (	3 386 046)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	435 439	2 671 955
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 304 751	1 478 317
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 411 555	4 676 277
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		24 398
Autres infrastructures	11	65 596	112 765
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	62 106	1 586 803
Édifices communautaires et récréatifs	14	174 110	30 097
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 002 316	795 115
Ameublement et équipement de bureau	18	91 425	114 991
Machinerie, outillage et équipement divers	19	162 666	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	4 709 964	11 490 718

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	434 451	2 534 385
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 302 652	1 193 809
Autres infrastructures	5	1 474 372	4 428 756
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	988	137 570
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	2 099	284 508
Autres infrastructures	10	2 779	384 684
Autres immobilisations corporelles	11	1 492 623	2 527 006
	12	4 709 964	11 490 718

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	360 700	1 371 611	510 000	1 222 311
Réserves financières et fonds réservés	3	1 001 021		55 620	945 401
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 430 367	1 899 012	1 691 915	6 637 464
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 376 643	492 777	1 336 375	18 533 045
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	27 168 731	3 763 400	3 593 910	27 338 221
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 769 645		605 745	10 163 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	10 769 645		605 745	10 163 900
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	10 769 645		605 745	10 163 900
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	(65 076)		(355)	(64 721)
	18	10 704 569		605 390	10 099 179
	19	37 873 300	3 763 400	4 199 300	37 437 400
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	37 873 300	3 763 400	4 199 300	37 437 400

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	37 437 400	37 873 300
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	366 707	323 519
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	2 167 712	1 361 721
Débiteurs	8	10 163 900	10 769 645
Autres montants	9	(64 721)	(65 076)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	334 774	345 139
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	25 202 442	25 785 390
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	25 202 442	25 785 390
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	25 202 442	25 785 390
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	25 202 442	25 785 390
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	136 570	125 159
Autres	3	128 914	103 367
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	17 693	9 534
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	30 214	20 536
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	312 990	259 881
Cours d'eau	13	23 072	13 154
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	221 622	186 926
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	92 237	73 587
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	26 598	5 524
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	989 910	797 668

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	66 454	108 243
Charges sociales	2	14 002	22 299
Biens et services	3	4 596 520	11 290 597
Frais de financement	4	32 988	69 579
Autres	5		
	6	4 709 964	11 490 718

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	11,38	40,00	22 296,00	1 191 515	255 503	1 447 018
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,00	35,00	14 120,00	416 839	113 111	529 950
Cols bleus	4	38,94	40,00	53 580,10	1 446 038	329 235	1 775 273
Policiers	5						
Pompiers	6	3,73	40,00	7 782,03	261 361	26 742	288 103
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	62,05		97 778,13	3 315 753	724 591	4 040 344
Élus	9	7,00			130 098	8 211	138 309
	10	69,05			3 445 851	732 802	4 178 653

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	138 689	88 284	196 502		423 475
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		245 772	547 042		792 814
Autres	6	886 227	435 521	430 962	4 508	1 757 218
	7	1 024 916	769 577	1 174 506	4 508	2 973 507

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	85 141	49 852
	4	85 141	49 852
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	155 387	137 965
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	155 387	137 965
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	567 809	397 630
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14	8 845	11 598
Autres	15		
	16	576 654	409 228
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	160 772	162 603
Traitement des eaux usées	19		21 740
Réseaux d'égout	20	187 697	117 277
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	348 469	301 620
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	154 183	216 464
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	23 898	30 927
	41	178 081	247 391
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 343 732	1 146 056

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
Serge Vachon	1.1	Maire	21 442	10 721	4 909	2 454
Gaston Vachon	1.2	Maire	6 843	3 422	1 269	634
Samuel Doyon	1.3	Conseiller	9 051	4 526		
Michel Doyon	1.4	Conseiller	7 216	3 608		
Hélène St-Hilaire	1.5	Conseiller	1 459	729		
Éric Blanchette-Ouellet	1.6	Conseiller	9 051	4 525		
Normand Boutin	1.7	Conseiller	9 051	4 525		
Jocelyn Gilbert	1.8	Conseiller	6 861	3 431		
Dany Vaillancourt	1.9	Conseiller	2 190	1 095		
Pierre-Olivier Boivin	1.10	Conseiller	9 051	4 526		
	2		82 215	41 108	6 178	3 088

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		750 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement			
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3		_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5		_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6		_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7		_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8		_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9		_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10		_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11		_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13		_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14		_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15		_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16		_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17		_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18		_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19		_____ \$
Ligne 24 : Libres	20		_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21		_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22		_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	23		_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24		_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25		_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 47
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 48 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 49
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025
- 50 _____ 25 418 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 51
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 52 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC BEAUCE-CENTRE

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 2020-04-137

b) Date d'adoption de la résolution

93 2020-04-14

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____ 1

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____ 1

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 1 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ 2 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 2 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 186 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 2 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Jonathan Paquet

Adresse courriel du directeur général

10 direction@vsjb.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-04-13

Nom du signataire : Nancy Giguère

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2026-04-14

Date et heure de la dernière modification : 2026-04-14 10:58

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	13 218 900	15 270 792	15 305 404
Investissement	2	5 135 035	2 109 083	5 896 595
	3	18 353 935	17 379 875	21 201 999
Charges				
	4	12 043 850	16 146 420	15 006 228
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	6 310 085	1 233 455	6 195 771
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 135 035)(	2 109 083)(	5 896 595)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	1 175 050	(875 628)	299 176
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		3 386 046	3 150 884
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			104 016
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 223 850)(	1 789 475)(	1 532 962)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	27 368)(	1 543 993)
Excédent (déficit) accumulé	12	48 800	(385 501)	803 518
Autres éléments de conciliation	13		51 106	189 304
	14	(1 175 050)	1 234 808	1 170 767
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		359 180	1 469 943

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 903 490	2 412 456
Débiteurs	2	14 462 623	20 564 964
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	73 213	68 032
Autres	5		34 918
	6	19 439 326	23 080 370
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		2 500 001
Créditeurs et charges à payer	9	1 212 778	1 974 786
Revenus reportés	10	388 455	450 337
Dette à long terme	11	37 248 588	37 594 003
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	244 076	156 641
Autres	13		
	14	39 093 897	42 675 768
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(19 654 571)	(19 595 398)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	81 627 157	80 303 240
Autres	17	888 430	919 719
	18	82 515 587	81 222 959
Excédent (déficit) accumulé	19	62 861 016	61 627 561

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 033 199	1 915 635
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Divers éléments	2.1	5 129 872	3 508 574
	3	5 129 872	3 508 574
Réserves financières			
Service de l'eau	4		
Autres			
▪ Eau potable	5.1	50 315	50 315
▪ Piste cyclable	5.2		210 605
▪ Centre multifonctionnel	5.3		174 951
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6	469 109	580 495
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	945 401	1 001 021
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10	10 290	35 000
Autres			
▪	11.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	(100 822)	(104 016)
Financement des investissements en cours	13	253 333	299 988
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	55 070 319	53 954 993
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	62 861 016	61 627 561

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	25 202 442	25 785 390
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	25 202 442	25 785 390

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 167 712	1 361 721
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	18 533 045	19 376 643
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 637 464	6 430 367
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	10 163 900	10 769 645
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	(64 721)	(65 076)
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	37 437 400	37 873 300

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	8 696 750	9 073 558	8 394 703
Compensations tenant lieu de taxes	13	386 700	355 361	319 892
Quotes-parts	14			
Transferts	15	958 900	1 029 424	918 570
Services rendus	16	2 877 650	3 121 646	3 435 409
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	192 250	350 800	300 923
Autres	18	106 650	1 340 003	1 935 907
	19	13 218 900	15 270 792	15 305 404
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	5 135 035	1 944 083	5 914 897
Autres	23		165 000	(18 302)
	24	5 135 035	2 109 083	5 896 595
	25	18 353 935	17 379 875	21 201 999

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	1 631 519	146 709	1 778 228	1 554 584
Sécurité publique					
Police	2	694 798		694 798	624 398
Sécurité incendie	3	715 897	218 251	934 148	814 705
Autres	4	39 969		39 969	21 978
Transport					
Réseau routier	5	2 017 212	1 130 803	3 148 015	2 664 764
Transport collectif	6	30 214		30 214	20 536
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	2 735 221	1 208 373	3 943 594	4 521 823
Matières résiduelles	9	896 731		896 731	793 523
Autres	10	58 817		58 817	69 387
Santé et bien-être	11	43 796		43 796	75 090
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	312 783	10 107	322 890	371 792
Promotion et développement économique	13	16 512		16 512	36 888
Autres	14				
Loisirs et culture	15	2 223 173	671 803	2 894 976	2 290 704
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 343 732		1 343 732	1 146 056
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	12 760 374	3 386 046	16 146 420	15 006 228
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 386 046 (	3 386 046)		
	21	16 146 420		16 146 420	15 006 228

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 109 083	5 896 595
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 709 964)(	11 490 718)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	15 556)(	15 556)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 959 320	9 642 084
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	27 368	1 543 993
Excédent accumulé	6	955 070	269 727
	7	(1 783 762)	(50 470)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	325 321	5 846 125

Extrait du rapport financier, page S14

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2026

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 677 550
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 819 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	380 300
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	66 750
	11	6 943 600

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	703 000
Égout	13	579 950
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	703 200
Transport en commun - Taxe sur l'immatriculation	16	
Autres		
▪ Fosse septiques	17.1	89 800
▪ Autres	17.2	33 900
Centres d'urgence 9-1-1	18	27 500
Service de la dette	19	
Pouvoir général de taxation	20	
Activités de fonctionnement	21	
Activités d'investissement	22	
	23	2 137 350
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	24	
Autres	25	
	26	
	27	2 137 350
	28	9 080 950

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	44 300
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	322 450
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	366 750

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	4 050
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	4 050

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	370 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	415 976 819 x	0,6537/100 \$	2 719 240				
Sous-catégories résidentielles	3	48 941 462 x	0,6537/100 \$	319 930				
Immeubles non résidentiels	4	60 546 839 x	1,2398/100 \$	750 660				
Immeubles industriels	5	31 785 480 x	1,3452/100 \$	427 578				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	2 421 900 x	1,9611/100 \$	47 496				
Immeubles forestiers	8	17 563 900 x	0,6537/100 \$	114 815				
Immeubles agricoles	9	47 843 000 x	0,6227/100 \$	297 918				
Total	10			4 677 637	()	()	(87)	4 677 550
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	625 079 400 x	0,2910/100 \$	1 818 981				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	12	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	13	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$					
Immeubles industriels	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 \$					
Autres	17	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	18	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	19	x	/100 \$					
Total	20			1 818 981	()	()	19	1 819 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)								
	22	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels								
	26	x	/100 \$					
Autres								
	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers								
	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles								
	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)								
	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)								
	32	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels								
	36	x	/100 \$					
Autres								
	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers								
	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles								
	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>310,00 \$</u>
Égout	2 <u>230,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>220,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Vidange fosse septique	6.1 135,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Dette d'égout Cap et Gilbert	6.2 675,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Dette secteur urbain	6.3 0,0415	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Dette égout	6.4 0,0550	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	1 042 562	593 885		65 833	413 747
De secteur	2	66 936	38 129		4 227	
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5	223 750	184 501			11 660
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	1 333 248	816 515		70 060	425 407

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	159 443	3 776 709		444 371	6 496 550
De secteur	2		242 478		28 530	380 300
Autres	3		66 750			66 750
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5		1 409 499		280 440	2 109 850
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	159 443	5 495 436		753 341	9 053 450

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM	3 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.64.26 LFM	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	8 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	9 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2026 :	10 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2026 :	11 _____	\$
g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM	12 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026**

<p>h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM</p>	13	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026	14		47 400 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté. 			
2 421 900 * 1.9611			
<p>i) Imposition d'une taxe sur toute unité d'évaluation qui comprend une terre à vocation agricole exploitable mais non exploitée en vertu des articles 244.75 à 244.78 LFM</p>	15	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026	16		\$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté. 			
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation			
Taux unique ou taux sectoriel uniformisé			
Taxe foncière générale	17		
Taxes spéciales			
Service de la dette	18		0,2910
Activités de fonctionnement	19		
Activités d'investissement	20		
Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé			
Taxe foncière générale	21		0,6537
Taxes spéciales			
Service de la dette	22		
Activités de fonctionnement	23		
Activités d'investissement	24		
<p>3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?</p>	25	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026 :</p>			
a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	26	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	27	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté. 			
<p>5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2026 pour des exploitations agricoles enregistrées?</p>	28	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	29		341 663 \$
<p>6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)</p>	30		\$
<p>7. Date d'adoption du budget par le conseil</p>	31		2025-12-15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	32	<u>12 674 850 \$</u>
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	33	<u>1 252 350 \$</u>
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	34	<u>1 350 000 \$</u>
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	35	<u> \$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.

Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : Nancy Giguère

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2026-04-14

Date et heure de la dernière modification : 2026-04-14 15:31